

***"Le Conseil Municipal de Saint Benoît reconnaît l'État palestinien, réaffirme son engagement pour une paix durable au Proche-Orient, et appelle avec urgence à mettre fin à la guerre à Gaza, aux actes terroristes et à secourir toutes les populations civiles"***

Alors que le Président de la République doit entériner ce lundi 22 septembre, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, la reconnaissance officielle par la France d'un État palestinien, la ville de Saint-Benoît a souhaité présenter une motion de soutien à cette démarche.

**Notre monde est confronté à une crise humanitaire sans précédent, en particulier dans la région du Proche-Orient, où les souffrances du peuple palestinien sont exacerbées par un conflit qui dure depuis trop longtemps.**

Nous proposons donc aujourd'hui une motion visant à reconnaître l'État palestinien et à affirmer notre engagement envers une paix durable au Proche-Orient. Ce n'est pas seulement un acte symbolique, c'est un pas décisif vers une reconnaissance des droits fondamentaux de tous les peuples de cette région tourmentée.

**Dans un contexte où les conflits armés s'intensifient, il est impératif que nous, en tant que ville, prenions position. Les récentes escalades de violence à Gaza ont causé des pertes humaines tragiques et ont endommagé des infrastructures vitales.** Les victimes ne sont pas des numéros ; ce sont des familles, des enfants, des personnes innocentes. Nous ne pouvons pas rester silencieux alors que le désespoir s'installe.

La communauté internationale a un rôle essentiel à jouer pour mettre fin à l'escalade de la violence. Mais chaque action, aussi petite soit-elle, compte. **Notre ville, même si elle est éloignée géographiquement, a une voix qui mérite d'être entendue. Chaque municipalité, chaque conseil local peut porter un message fort de solidarité, de compassion et d'engagement pour la paix.** Notre vivre-ensemble réunionnais peut-être une source d'inspiration et de cohabitation des différentes communautés.

La motion que nous vous proposons aujourd'hui n'est pas simplement un document administratif ; c'est un cri du cœur. Un appel à tous nos concitoyens, à la société civile, et à l'ensemble des élus de France pour se rassembler autour d'une vision commune : celle d'une paix juste et durable au Proche-Orient. **Exigeons ensemble le respect du droit international, de tout le droit international, rien que le droit international. Réaffirmons ensemble notre engagement envers la paix, le respect des droits de l'homme, et la solidarité avec ceux qui souffrent.**